

Direction des collectivités et de l'appui territorial
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : FDS

**Arrêté préfectoral levant la mise en demeure engagée à l'encontre de
la S.A.S GXO LOGISTICS FRANCE à SAINT-VULBAS**

**La Préfète de l'Ain
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le Code de l'environnement - Livre V - Titre 1^{er} et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1999 autorisant la SAS XPO Supply Chain à exploiter un entrepôt logistique à Saint-Vulbas, entrepôt désigné « PLA2A » ;
- VU le courrier en date du 25 octobre 2021 de la société XPO Supply Chain faisant état du changement de raison sociale de son établissement au bénéfice de SAS GXO Logistics France ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 mettant en demeure la S.A.S GXO LOGISTICS FRANCE de respecter les dispositions du paragraphe 4.6.2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1999 ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 24 novembre 2023 ;

CONSIDERANT que l'ensemble des mesures ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, ont été mises en œuvre ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

- ARRETE -

Article 1^{er} : La mise en demeure engagée à l'encontre de la S.A.S GXO LOGISTICS FRANCE par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 est levée.

Article 2 : Cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon (www.telerecours.fr), seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

En application de l'article L.171-11 du code de l'Environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article 3 : Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-VULBAS pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la SAS GXO LOGISTICS FRANCE – 300, allée du Clair de Lune – 01150 SAINT-VULBAS
- et dont copie sera adressée :
- au sous-préfet de BELLEY,
- au maire de SAINT-VULBAS,
- au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 16 janvier 2024

La préfète,
Pour la préfète,
La secrétaire générale,


Virginie GUERIN-ROBINET